



CETA TOUTE UNE HISTOIRE

L'accord de libre échange
Canada Union Européenne
en quelques dates

Auteur : Bernard Mercier



2009-2011 Mandat de négociation à la Commission Européenne

- **2009** : en avril le mandat de négociation des états membres de l'UE est donné à la Commission Européenne pour négocier l'accord en leur nom. Aucun accès public à ce document.
- **2010** : décembre, des commentaires sont établis sur le mandat de 2009 ce qui aboutit à des discussions intra européennes. Aucun écho public.
- **2011** : juillet, un mandat complémentaire à celui de 2009 est élaboré : aucune publicité
- Les négociateurs, pour 90% représentant les sociétés transnationales, exigent la confidentialité des débats.
- À l'époque, cet accord est totalement occulte. Il le sera par la suite davantage en raison du TAFTA, le grand frère d'Amérique.

14 juin 2013 : Mandat de négociation à la Commission Européenne pour le TAFTA

- Mandat de négociation de la France donné à la Commission Européenne pour le TAFTA : le texte de ce mandat n'est rendu public qu'un an plus tard.
- Cette publication faite en **Juin 2014** donne lieu à de nombreuses réactions d'organismes de la société civile portant sur la critique du mandat, des réunions publiques et actions de sensibilisation.

15 juillet 2014 : demande d'une proposition d'ICE auprès de la Commission Européenne

- Un comité de citoyens européens fait une demande d'Initiative Citoyenne Européenne auprès de la Commission européenne, une forme de référendum européen, dans le but de demander au Conseil européen des chefs d'état de ne pas conclure les accords TAFTA (TTIP) et CETA.
- **10 septembre 2014** : Décision de la Commission Européenne refusant la proposition d'ICE déposé par le Comité de Citoyens européens.
- **6 octobre 2014** : lancement dans le public de l'ICE envisagée pour un an. Pour être valable, elle doit atteindre au moins un million de signataires et 7 pays de l'UE.
- **10 novembre 2014** : le Comité de Citoyens européens introduit un recours auprès du Tribunal de l'Union Européenne.
- **6 octobre 2015** : l'ICE lancée un an plus tôt recueille 3.284.289 signatures réparties sur 25 pays membres de l'UE sur 28.

29 octobre 2016 : Signature de l'accord CETA à Bruxelles entre la Commissaire au commerce de la CE et l'Ambassadeur Canadien

- Dans les jours précédents, la Wallonie, région francophone de la Belgique, symbolise les réticences émises contre le CETA à travers toute l'Europe.
- **27 octobre 2016** : en contrepartie de son ralliement au CETA, la Wallonie obtient du Royaume de Belgique un accord interne entre le gouvernement fédéral et les régions.
- Cet accord interne reste secret.
- **Septembre 2017** : le Royaume de Belgique dépose devant la Cour de Justice de l'Union Européenne une demande d'opinion pour évaluer, en matière de CETA : si la CJEU dispose d'une compétence exclusive pour donner l'interprétation définitive des lois européennes :
 - si le principe d'égalité est respecté,
 - si le droit d'accès aux tribunaux est respecté,
 - si le droit à une justice indépendante et impartiale est respecté.

15 février 2017 : le parlement européen vote en faveur du CETA

- Sur les 74 eurodéputés français, seuls 17 votent pour le CETA, 57 votant contre ou s'abstenant.
- **22 février 2017** : 110 députés français et 43 sénateurs saisissent le Conseil Constitutionnel pour examiner la compatibilité du CETA avec la Constitution française.
- Cette saisine est le fruit du travail commun de 4 groupes politiques de l'Assemblée. Elle pointe le non-respect du principe d'égalité devant la loi, des atteintes aux conditions d'exercice de la souveraineté nationale, l'absence de mesure propre garantissant le respect du principe de précaution pourtant inscrit dans la Constitution française depuis 2005.
- **31 juillet 2017** : le Conseil Constitutionnel juge le CETA compatible avec la Constitution française et rejette les arguments avancés par les parlementaires français tout en renvoyant sur certains points au juge européen.

10 mai 2017: Le Tribunal de l'Union Européenne annule la décision de refus d'enregistrement de l'ICE « Stop TTIP »

- Le Comité de Citoyens Européens obtient droit à sa demande faite en 2014 après le refus de la Commission Européenne d'enregistrer la proposition d'ICE.
- Le TAFTA étant suspendu après l'élection de Donald Trump d'une part et le CETA ayant été approuvé par les instances européennes d'autre part, cette information ne fait pas recette : personne n'en parle.

17 mai 2017: Le Parlement canadien approuve le CETA

- L'information passe totalement inaperçue dans les actualités.
- Les autorités des deux blocs préparent la mise en œuvre du CETA. L'accord canadien doit être notifié officiellement aux autorités européennes.
- Le 21 août 2017, la notification officielle d'accord sur le CETA du Canada est faite à l'Union Européenne.
- Cette notification fixe la date de début de mise en œuvre du CETA au

▪ 21 septembre 2017

- Pour 90% de ses dispositions
- Dans les 10% encore en négociation figure notamment les ICS, ces fameux tribunaux d'arbitrage des investissements auprès desquels les sociétés transnationales pourront poursuivre les états membres pour cause de réglementations nationales qui entravent le libre-échange.

5 juillet – 7 septembre 2017:

Le travail de la Commission Schubert

- **5 juillet 2017** : conformément à l'une de ses promesses de campagne, le Président Emmanuel Macron désigne un comité de 9 experts indépendants avec comme but d'évaluer le CETA.
- **7 septembre 2017** : la commission Schubert rend son rapport d'évaluation qui stipule notamment les incompatibilités du CETA avec les Accords de Paris de 2015 sur le climat : un « veto climatique » est proposé.
- Le gouvernement français n'en tiendra pas compte dans la définition de sa position en octobre 2017.



FIN PROVISOIRE

Chut, le CETA est, paraît-il, un Accord vivant...